

Christophe Guilluy s'entretient avec Saïd Mahrane

"Nous allons vers une période de tensions et de paranoïa identitaire"

C'est l'un des essais les plus décapants de la rentrée.

Interview du géographe auteur du livre "Le Crépuscule de la France d'en haut".

PROPOS RECUEILLIS PAR SAÏD MAHRANE - 21/09/2016 | Le Point.fr

Que les politiques en campagne, ou sur le point de l'être, jettent au feu leurs programmes devenus obsolètes à peine imprimés. On leur conseille vivement la lecture du dernier livre de Christophe Guilluy, *Le Crépuscule de la France d'en haut* (Flammarion). Cet essai peut faire office de boussole. Les politiques y verront tout ce qu'ils ignorent sur la France périphérique et tout ce qui explique les raisons de l'abstention et du vote FN. Les responsables de gauche ne sont pas épargnés par le géographe, qui leur impute les ravages du discours sur l'ouverture et le multiculturalisme au sein des classes populaires, lesquelles idées valent toujours pour les autres et jamais pour eux, socialistes et représentants bobos de la France métropolitaine. Entretien.

Le Point.fr : Dans ce livre, vous ringardisez le concept de l'élite au sens classique, c'est-à-dire issue de l'ENA, que Bruno Le Maire voudrait supprimer. Vous insistez davantage sur le rôle néfaste d'une nouvelle bourgeoisie, les bobos, se voulant supérieurs moralement et puissants du fait de leur patrimoine immobilier, de leur mobilité et de leur affirmation culturelle. Expliquez-nous...

Christophe Guilluy : Il n'y a pas de complot, mais il y a des comportements qui sont économiques. Les bobos entendent préserver une position sociale, jouir de leur patrimoine immobilier, conserver leurs revenus et en faire profiter leurs enfants. S'ils peuvent ne pas scolariser leur progéniture dans le collège du coin fréquenté par des immigrés, ils le feront, sans le dire, en contournant la carte scolaire. C'est pour cette raison que je les qualifie de « Rougon-Macquart déguisés en hipster ». Ils adoptent les schémas classiques de la bourgeoisie avec en plus le discours « cool » sur l'ouverture à l'altérité. D'ailleurs, les dindons de la farce ont été les jeunes issus de l'immigration qui ont cru à ce discours de gauche. Ils n'ont pas compris, ou alors tardivement, que c'était le discours de la bourgeoisie. Quand on regarde le degré d'ouverture au PS, dans la presse ou au cinéma, des endroits où l'on prône la diversité, on constate que la dominante est blanche – avec quelques alibis de couleur. Il y a une guerre des représentations qui est terrible. Dans certaines banlieues, les jeunes sont dans une victimisation constante précisément parce que la gauche leur a enlevé la possibilité de penser le rapport de classes.

Ils ne savent pas qu'en Picardie un jeune ouvrier, en zone rurale, aussi défavorisé qu'eux, peut travailler dans l'agroalimentaire pour 600 euros par mois. Ils ne le savent pas, car la gauche a réussi à leur faire croire au mythe du « grand méchant Blanc raciste » responsable de leurs maux.

Les bobos ? Des Rougon-Macquart déguisés en hipster

Selon vous, il existe une France périphérique, comme il existe une Amérique périphérique, une Angleterre périphérique... Le rapport aux élites, le niveau éducatif et les fonds culturels sont pourtant différents. Qu'est-ce qui les fédère ?

Pour les électeurs de Trump, du FN, du Brexit ou de l'AfD en Allemagne, le dénominateur commun est la sortie de la classe moyenne, en dépit, parfois, des différences de niveau de vie. Le sentiment partagé est celui de ne plus être intégré économiquement. Le modèle mondialisé produit les mêmes problèmes territoriaux, culturels et politiques partout dans le monde, avec une fracture entre les métropoles et le reste du pays, qui devient « périphérique ». La petite classe moyenne est devenue la nouvelle classe populaire. On les retrouve dans les petites villes, les villes moyennes, les zones rurales. À tort, certains voudraient opposer le rural à l'urbain. C'est une conception erronée de la fracture, car on peut être urbain à Guéret ou à Montluçon... Toutes ces catégories, ouvriers, petits employés, retraités et paysans, ont désormais un discours commun sur la mondialisation, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. L'ouvrier était opposé au paysan. Le premier votait à gauche, le second à droite. Bref, nous étions dans une partition politique claire. Aujourd'hui, ils vivent là où statistiquement il y a le moins de créations d'emploi. Les notes prospectives montrent qu'il y aura encore plus de concentration de l'emploi dans les métropoles. Par ailleurs, les logiques foncières font que ces Français ne peuvent pas louer ne serait-ce qu'un studio à Paris ou en proche banlieue. Ils restent donc sur place, chez eux, ce qui provoque une sédentarisation de masse.

La petite classe moyenne est devenue la nouvelle classe populaire.

En dépit des injonctions à la mobilité ?

Absolument. Ceux qui bougent vivent dans les grandes métropoles et appartiennent à une France hyper mobile. Le jeune de catégorie supérieure a le choix de bouger à l'étranger ou au sein même de la métropole. Or, une majorité de Français, faute de pouvoir se déplacer, vivent dans le département où ils sont nés. La sédentarisation est effective aussi bien pour les jeunes que pour les actifs ou les plus âgés. Vu d'en haut, on qualifie ce phénomène de « repli ». En réalité, ces classes populaires sont pragmatiques. Initialement, elles n'étaient pas contre la mondialisation ni contre le libéralisme.

Dans les banlieues, si le discours de Macron produit des résultats, les jeunes choisiront donc Macron – ce qui ne les empêche pas d'être attachés à l'État providence. Ces Français n'attendent plus le discours politique ou intellectuel pour voir ce qui se passe dans leur vie.

D'aucuns, politiques et journalistes, font en effet état d'un rejet de l'autre au sein de cette France périphérique. Que constatez-vous ?

Cette attitude est celle de ceux qui veulent juste contrôler un environnement, car dans une société multiculturelle l'autre ne devient pas soi, sans pour autant être un ennemi. L'angoisse autour de la question des flux migratoires est intéressante à analyser. Dans les banlieues, on constate l'émergence d'une petite bourgeoisie maghrébine qui vieillit. Parallèlement, il y a une arrivée de Subsahariens dans ces quartiers. On observe une volonté de la part de cette petite bourgeoisie maghrébine de se mettre à l'écart, de ne pas se mélanger. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à le dire clairement aux bailleurs sociaux : ils ne veulent pas vivre à proximité de ces populations subsahariennes. Ce n'est pas du racisme. Il s'agit juste de vivre dans un endroit qui n'est pas en proie à une trop forte instabilité démographique. En plus des difficultés liées à la vie quotidienne, ils ne veulent pas gérer ce qui relève du multiculturel.

Que dites-vous à ceux qui prônent le multiculturalisme comme facteur de paix et d'ouverture ?

C'est une supercherie ! Un discours d'ouverture tenu par l'intelligentsia, qui n'est jamais, s'agissant d'elle, dans la véritable ouverture ethnique et sociale.

Peut-on imaginer, un jour, un front commun de ces Frances périphériques ?

La France d'en haut veut toujours que les histoires se finissent bien. Nous sommes des adultes, et pas des enfants, alors nous nous devons d'avoir un discours de vérité. Nous allons vivre une période complexe avec des tensions sociales sans aucun débouché politique, en plus d'une paranoïa identitaire. C'est le problème de la société multiculturelle : nous sommes tous paranos. Il y a les vraies tensions et les suspicions vis-à-vis de l'autre du fait de sa différence. Les classes populaires sont aujourd'hui toutes en « marronnage » et il sera difficile de revenir en arrière.

Nous sommes, s'agissant de l'élite, dans la logique d'un monde fermé

Par quoi passe cette émancipation que vous appelez le « marronnage » ?

Cette France quitte les affiliations traditionnelles et brise ses chaînes. Les ouvriers votaient à gauche, les ruraux à droite, les banlieues à gauche... En regardant les choses une à une, il y a une rupture.

Les ouvriers ont été les premiers à sortir de la classe moyenne, puis une partie des employés, les ruraux et les banlieusards. Le localisme se développe en fonction d'une rationalité économique et sociale. Ces gens vivent sur des territoires où il y a peu d'emplois. Les champs du possible sont donc restreints, d'où la sédentarisation et de nouveaux réseaux de solidarité. Ce n'est pas le rêve hippie des années 1960 ! Ce qui se joue est l'adaptation à un monde nouveau.

Avec le FN, il y a encore une filiation...

Oui, mais ils choisissent le parti qui n'a pas le pouvoir et celui qui est le plus éloigné de la représentation politique. Donc, le plus désaffilié. Ils sont encore dans la logique de voter, donc encore un peu dans le système. Il y a aussi les autres, tous ceux qui ne votent plus. Et parmi eux, on retrouve ceux qui ont voté au référendum de 2005. Les politiques ont fait fi de leurs avis en faisant voter le traité par la voie parlementaire. Ces mêmes politiques ont pris de haut les électeurs du Brexit, en réclamant, pour certains, un nouveau vote. Ce discours de classe, pour le coup, est toujours sur le même mode : « Ces gens d'en bas, moins éduqués, ne savent pas voter ou votent mal. »

Le revenu universel est un mépris de classe !

Le sentiment de classe est-il encore vrai au sein de cette France périphérique ?

Ce que je décris n'est pas une nouvelle classe ouvrière. C'est juste une nouvelle perception du monde. En revanche, ces gens ressentent fortement le mépris de classe. La défiance vis-à-vis des médias en est l'illustration. La part des ouvriers représentés à la télé est extrêmement faible. Nous sommes, s'agissant de l'élite, dans la logique d'un monde fermé, d'où mon titre « Le Crépuscule de la France d'en haut ». On ne fait plus société, la rupture est totale. Jadis, le monde d'en haut était exemplaire. Il soutenait un modèle qui intégrait économiquement tout le monde, et tout le monde était gagnant. Les Français d'en bas n'ont jamais eu de problèmes avec les riches. Les postures anti-riches sont des postures bourgeoises. Le monde d'en haut, aujourd'hui, a choisi un modèle qui profite à peu de Français. Mais ce schéma va basculer de façon radicale. À moins de se poser les bonnes questions : quel est le destin de ces gens dont on n'a pas besoin, car, qu'ils produisent ou non, cela ne change rien à la courbe du PIB ?

Le revenu universel est pour vous une fausse bonne idée. Pourquoi ?

Les promoteurs de ce revenu universel sont dans une logique de péréquation et de redistribution. Derrière, il y a l'idée que le Français d'en bas veut profiter du système et ne pas travailler. C'est un mépris de classe ! Les gens modestes ne veulent pas tendre la main. Ils veulent être fiers d'éduquer leurs enfants grâce au fruit de leur travail.

Vous parlez de rapports de domination entre cette classe boboïsée et les immigrés...

Le rapport de classe est de moins en moins visible et laisse place à un rapport culturel. Dans la nouvelle bourgeoisie, une femme de ménage d'origine immigrée n'est pas vue comme une employée, mais plutôt comme « Fatoumata » qui vient du Mali et qu'on aide beaucoup en lui donnant 800 euros par mois... C'est très confortable. La rationalité économique maintient cette nouvelle bourgeoisie dans un état réel de bourgeoisie. Le discours de la société ouverte est celui de la loi du marché avec une main-d'œuvre immigrée à disposition. Cela, à la rigueur, ne me poserait pas de problème s'il y avait réellement ouverture et absence de supériorité morale au sein de cette nouvelle bourgeoisie métropolitaine, mais, quand on regarde de près, l'exemplarité fait défaut.

AU RAPPORT - En France, la pauvreté est la plus forte dans le centre-ville des métropoles

Par LIBERATION — 2 juin 2015

Une nouvelle étude de l'Insee démonte l'idée reçue selon laquelle la pauvreté est plus élevée à l'écart des grandes villes, qui concentrent en fait les inégalités.

L'Insee vient de mettre un bon coup de canif dans les théories du géographe Christophe Guilluy et des tenants de la «France périphérique», ces zones pavillonnaires au-delà des banlieues, régulièrement décrites comme des poches de pauvreté et d'exclusion à l'écart des centres-villes affluents.

Dans son dernier rapport sur la pauvreté, l'institut statistique fait un constat opposé. D'après des données collectées en 2012 et, pour la première fois, affinées à l'échelle des communes, le taux de pauvreté apparaît plus important dans les centres-villes des grandes aires urbaines, où vit 77% de la population. Le taux de pauvreté y *«atteint parfois deux à trois fois celui des banlieues, et plus de quatre fois celui des couronnes périurbaines»*, selon l'Insee.

Certes, le niveau de vie médian est plus élevé dans les grandes villes, note l'institut, mais il est plus le révélateur du grand écart entre les revenus des plus pauvres et des plus aisés que l'indication d'une prospérité partagée. L'étude révèle la précarité grandissante des familles monoparentales et nombreuses dans ces zones, ainsi que celle des jeunes ménages.

Les centres-villes des métropoles concentrent les inégalités. 19,5% de la population y vit sous le seuil de pauvreté (c'est-à-dire avec moins de 990 euros par mois), alors que les revenus issus du patrimoine grimpent pour les plus riches. La part des prestations sociales dans le revenu disponible y est la plus élevée : les aides représentent en moyenne 46% du revenu disponible pour les 10% des personnes les plus modestes. Par ailleurs, le niveau de vie augmente à mesure que l'on s'écarte du centre, pour s'établir à son plus haut dans *«les couronnes des grands pôles urbains»*, note l'Insee.

À Paris, les plus aisés presque sept fois plus riches que les 10% les plus pauvres. Les plus grandes inégalités de niveaux de vie sont visibles à Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Haute-Savoie. Dans la capitale, le niveau de vie des 10% les plus riches est 6,7 fois supérieur à celui des 10% les moins aisés, alors que ce rapport est de 3,5 en moyenne sur l'ensemble de la population.

Après les centres des grandes villes, c'est dans les communes isolées que le taux de pauvreté est le plus fort, autour de 19%. En revanche, ces dernières, réparties sur l'ensemble du territoire, ne représentent que 5% de la population.

Le Sud-Est (Corse, Languedoc-Roussillon) est particulièrement touché, tout comme les moyennes et petites aires du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie, ainsi que le département de Seine-Saint-Denis.

Guilluy : « Le concept de France périphérique est souvent mal interprété »

Le géographe Christophe Guilluy considère que la récente étude de l'Insee sur la pauvreté dans les centres des villes ne va pas à l'encontre de ses travaux.

L'Insee a publié cette semaine une étude sur la pauvreté en France, montrant que les personnes vivant sous le seuil de pauvreté (moins de 990 euros par mois) étaient bien plus nombreuses dans les villes qu'en zone rurale. *Libération* avait considéré que cette étude contredisait les travaux de Christophe Guilluy, auteur de *France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires*. Dans un texte envoyé à la rédaction, Christophe Guilluy conteste cette interprétation et estime que son concept de «France périphérique» est souvent mal compris.

>> Je ne conteste aucun chiffre de l'Insee concernant les taux de pauvreté dans les villes-centres et le périurbain, d'ailleurs à aucun moment, je n'ai dit, ni écrit que le taux de pauvreté dans le "périurbain" était plus élevé. Mon travail sur la nouvelle géographie sociale vise à localiser dans l'espace, non pas les «pauvres» mais les catégories populaires. Pour réaliser ce travail, je me suis affranchi du découpage de l'Insee entre espaces urbains, périurbains et ruraux. La «France périphérique» recouvre des espaces urbains, ruraux, périurbains, des petites villes, des villes moyennes, des villes-centres et des périphéries ! L'opposition France des métropoles et France périphérique qui est de nature géographique ne recouvre donc que partiellement la répartition sociale. Il y a des populations «fragiles» dans les deux types d'espaces.

>> L'espace métropolitain comprend les 25 aires urbaines les plus peuplées, cet espace comprend les zones denses des agglomérations et leurs couronnes périurbaines. L'ensemble des autres espaces forme "la France périphérique", espace multiforme qui comprend les agglomérations plus modestes notamment quelques capitales régionales et surtout le réseau des villes moyennes et petites. Il comprend aussi l'ensemble des espaces ruraux et les communes multipolarisées (dépendantes en termes d'emploi de plusieurs pôles urbains). Au total, l'espace métropolitain comprend de l'ordre de 3 700 communes soit 10% des communes françaises mais qui concentrent plus de 40% de l'ensemble de la population. La "France périphérique" comprend près de 33 000 communes (90%) et regroupe 58% de la population.

>> Je n'ai jamais dit, ni écrit que les 60% de la population qui vit dans la France périphérique était fragile: dans ces 60% il y a des ménages sans difficultés. Inversement, dans les 40 % de la population qui vit dans la France des métropoles, il y a des ménages en grande fragilité (notamment en banlieue). La différence essentielle tient au dynamisme des zones d'emplois, la France métropolitaine concentrant l'essentiel des zones d'emplois les plus actives.

>> L'analyse de l'Insee montre, à juste titre, que les taux de pauvreté sont plus élevés dans les villes-centres. Je ne le conteste pas, sauf que la majorité de ces villes-centres fait partie de la France périphérique. De la même manière, si le périurbain des grandes métropoles est plutôt aisé, il existe aussi un «périurbain subi» (expression du géographe Laurent Chalard) dans la France périphérique.

>> La répartition dans l'espace des catégories populaires montre bien qu'aujourd'hui les trois quarts des catégories populaires vivent dans la France périphérique (celle des petites villes, des villes moyennes et du rural), l'autre quart vivant dans les quartiers pauvres des grandes métropoles, ce qui veut dire que la majorité des catégories modestes et populaires vit dans la France périphérique.

>> En conclusion, si la France périphérique est de fait une France populaire et fragile socialement, cela n'est pas contradictoire avec la concentration de pauvreté notamment dans les quartiers de logements sociaux des grandes métropoles. »